

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



***PEUT-ON TROUVER UNE POSITION COMMUNE DE L'UNION
EUROPEENNE ET DES ETATS UNIS SUR L'AVENIR ISRAELO-
PALESTINIEN ?***

**Mémoire de géopolitique
du capitaine de frégate Christopher DRYDEN
dans le cadre du séminaire « Le Conflit Isrealo-Palestinien »**

Directeur : M. Xavier de Villepin

Avril 2005

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Peut-on trouver une position commune de l'union européenne et des Etats-Unis sur l'avenir Israélo-Palestinien?
2. EDRYDENC0104.doc
3. Capitaine de frégate Christopher DRYDEN (Etats-Unis)
4. 1 avril 2005
5. Division B
6. Mémoire de géopolitique
7. Le conflit Israélo-palestinien se déroule depuis 104 ans. Pendant cette période, les états du monde ont agi dans des manières différentes, en favorisant l'un côté ou l'autre. Même si les Etats-Unis et l'Union européenne partagent les idéales de la démocratie, de la sécurité, et des droits de l'homme partout le monde, ils ne partagent pas les memes politiques afin de y arriver. Les Etats-Unis et l'Europe ont souvent agit a contre sens politiquement. Avec la guerre en Irak, leurs desaccords ont grandis. Maintenant ils doivent agir ensemble dans une maniere multilaterale pour trouver la reglement finale au Proche-orient.
8. Proche-Orient, Etats-Unis, Union Européenne.

Peut-on trouver une position commune de l'Union européenne et des États-Unis sur l'avenir israélo-palestinien ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE

Histoire brève du conflit

Histoire des positions de l'Europe et l'Union européenne sur le conflit

Histoire des positions des États-Unis sur le conflit

DEUXIÈME PARTIE: HISTORIQUE A PARTIR DE 2000

Le Quartet et La feuille de route

Intérêts courants de l'UE

Intérêts courants des États-Unis

Introduction

Pendant plus de 104 ans, la tension, la discorde, la haine, et les combats ont infesté le Proche-Orient. Débutant avec le colonialisme et la Première Guerre Mondiale, des difficultés avec les droits de propriété, des protectorats, et des mandats ont apprêté, ont évolué et ont changé. Les intérêts de nombreux pays ont joué un rôle dans les changements et les batailles de la région : intérêts s'étendant de la projection nationale à contrecarrer le communisme, de la sécurité des ressources naturelles, de la stabilisation de puissance. Même avant la première division de l'ONU des régions de la Palestine, des luttes et des concurrences pour le territoire, pour la souveraineté, et pour les droits ont régné. Bien que la superficie de l'Israël et de la Palestine couvre un domaine très petit, les problèmes ont surpassé leur petite taille et sont devenus un conflit d'intérêt mondial. Pour certains, elle touche la religion et la Terre Sainte. Pour d'autres c'est un conflit culturel basé sur différents peuples et un concept de droit de propriété. Ce qui est sur, c'est que deux nationalités différentes sont au milieu d'une confrontation amère et profondément enracinée.¹

Le souci le plus grand pour certains est qu'un conflit aggravé peut se propager à d'autres régions et états instables et menacera la paix du monde. Les convictions fermes des deux parties ne se prêtent pas à trouver une solution. En fait, elles empêchent n'importe quelle solution possible. Avec le début de la globalisation, le conflit se trouve de plus en plus parmi les intérêts importants du monde.

Les questions du terrorisme, de la définition du terrorisme, du droit à la défense, des droits de l'homme et du droit international poussent chaque puissance externe à se pencher d'un côté ou d'un autre. En outre, les intérêts nationaux des alliances, des positions contraires économiques, et de la stratégie de la défense érigent des positions contradictoires parmi les nations : les sympathies et les opinions suivent le même chemin. D'ailleurs, les associations entre des peuples ethniquement ou religieusement différents, créent les lignes fermes de la haine, spécifiquement entre les nations arabes et l'Israël.

Tout au long du 20ème siècle, les états européens, les états arabes, et les Etats-Unis, quelque fois ont contribué aux guerres, et parfois ont soutenu les conflits, et d'autres fois encore les ont empêchés : avec des conséquences qui parfois favorisent la paix et parfois l'entravent. Après l'effondrement de l'Union Soviétique et la disparition de la menace communiste, le conflit Israélo-palestinien s'est déplacé davantage au premier rang de la politique internationale. Les états européens, l'union européenne, et les Etats-Unis, même s'ils sont alliés, ont connu des niveaux variables de désaccord sur les résultats possibles du conflit, et la façon dont ces résultats devraient être obtenus.

Aujourd'hui, la plupart des personnes conviennent qu'une solution à la haine profonde, à la méfiance, et au combat peut seulement survenir grâce à l'intérêt, l'appui et l'action internationale parmi les acteurs puissants. La question se pose, « Est-ce que l'union européenne et les Etats-Unis peuvent trouver une position commune sur l'avenir du conflit Israélo-palestinien? » La réponse est « Oui ». Ca se passe déjà. Avec Le Quartet et La Feuille de route, l'UE et les Etats-Unis ont déjà trouvé un accord, avec la

¹ De Villepin, Xavier, « Le Conflit Israélo-Palestinien: Son Histoire et Ses Perspectives », Senat, le 19 Novembre 2003, p. 1.

Russie et l'ONU, sur une position commune et une direction pour trouver une paix durable. L'UE et les Etats-Unis ensemble disent officiellement que l'un soutient l'autre pendant le processus de paix. Cependant, il s'agit de déterminer les différences entre leurs politiques et actions présentes et passées, et de s'assurer que chacun agit conjointement en évitant de mettre en lumière des différences de jugement, d'actions, et de soutien qui nuisent aux objectifs.

L'Europe et les Etats-Unis ont souvent agi en opposition en ce qui concerne la politique étrangère. Malgré leurs différences, les Etats-Unis et l'Europe partagent des vues générales sur l'établissement d'un ordre stable du monde basé sur les principes de la démocratie et des droits de l'homme. Les Européens ne sont pas aussi obstructionnistes que quelques Américains tendent à le penser, et les Américains ne sont pas aussi belligérants que quelques Européens pourraient le penser.² L'Europe tend à se voir en tant que société de Kantian, voulant dire que des conflits sont résolus par des discussions non-violentes et par des compromis, contrairement aux concepts de Hobbesian de l'anarchie et de la violence. Dans la culture politique d'Europe occidentale, une approche semblable est appliquée au reste du monde comprenant le Moyen-Orient et le Proche-orient où l'agression et la violence de force sont généralement utilisées afin de réaliser des buts politiques et idéologiques. C'est un facteur dominant dans le désaccord de l'UE avec les politiques des Etats-Unis en Irak et en Iran en ce qui concerne des ADMs.³ Les Etats-Unis tendent à voir une limite au dialogue constructif et aux incitations commerciales et sont disposés à employer la coercition si nécessaire. Cette différence crée un fossé entre eux qui empêche quelques accords sur la politique dans le conflit Israélo-palestinien.

Le but de ce mémoire est de discuter le terrain commun entre ces deux philosophies et politiques variables. Tout d'abord, pour se mettre dans le cadre, nous discuterons brièvement de l'histoire significative et des gros points du conflit Israélo-Palestinien. Ensuite nous enquêterons sur l'histoire de la participation, des actions, et des politiques par l'EU et les Etats-Unis avant l'an 2000. Nous découvrirons qu'aucun état ne se trouve au-dessus de toutes critiques pour ses liens et sa politique. Puis en second lieu, nous regarderons les initiatives et les actions après l'an 2000, qui coïncident avec quelques changements principaux. Ces changements sont, plus ou moins, l'approche des objectifs internationaux pour trouver une solution, et le concept de « deux états vivant ensemble. » Enfin après l'analyse de futures craintes et domaines problématiques, nous discuterons les méthodes possibles pour s'accorder sur le discours et l'action publique en dehors de la politique indiquée simple. En effet, nous identifions des méthodes pour améliorer, trouver et réaliser la solution ensemble.

² Boukhars, A. and Yetiv, S. A., "The Euro-American Chasm Over the Middle East," *European Security*, Volume 12, Spring 2003, Number 1, p. 72.

³ Steinberg, G. M., "Learning the Lessons of the European Union's Failed Middle East Policies," *Jerusalem Viewpoints*, No, 510 Tevet 5764/ 1 January 2004, www.mailman.io.com/pipermail/freemanlist/2004-January/001522.html

Première Partie

Il faut comprendre, d'abord, avec une brève histoire de la chronologie l'appariation de l'état d'Israël. En suivant, nous mettons en ordre les principales batailles, les guerres, et quelques accords qui ont affecté le conflit Israélo-Palestinien. Bien sur, cela dépasse la porte de ce mémoire de discuter ou marquer toute l'histoire de la région ou toutes les actions de chaque état du Moyen-orient. En principe, je groupe les actions arabes. On peut remplir plusieurs livres avec les descriptions détaillées de toute ce qui s'est passé : il est inutile de s'étendre. Je parlerai donc des événements majeurs et de la géopolitique de la région, en essayant de les traiter sans biais politique.

Chapitre 1, Histoire Brève

1.1 Migration Juive

À la fin du 19ème siècle, les juifs ont commencé à immigrer en Palestine en raison d'un mouvement sioniste lancé par les Juifs Européens, notamment Theodore Herzl à Bâle, Suisse. Ils trouvaient que le monde les persécutait en Europe, et ils ont voulu chercher une identité et un territoire national pour leur peuple.⁴

1.2 Protectorat Britannique

En 1917, les Anglais ont publié la déclaration de Balfour qui a été regardée par les Juifs et les Arabes en tant que promesse d'une maison nationale pour les juifs en Palestine. L'immigration juive significative s'est poursuivie. Des problèmes économiques et religieux se sont posés parce que les juifs ont acheté du territoire et ils ont déplacé beaucoup d'Arabes. Le mandat britannique au-dessus de la région a essayé de traiter les problèmes arabes et juifs. Par une série de livres blancs les britanniques ont fait des règlements sur l'immigration juive.⁵

Pendant la persécution en Europe dans les années 30, beaucoup de juifs ont essayé d'immigrer illégalement en Palestine. Des problèmes internationaux sont arrivés. Il y avait plusieurs bateaux immigrés qui ont coulé. Il y a eu des combats considérables, y compris la révolte arabe de 1936-1939. Ni les Arabes ni les juifs n'étaient en faveur de la présence britannique.⁶

Pendant la deuxième guerre mondiale, beaucoup de juifs ont fui en Palestine, et l'immigration juive a augmenté. Les britanniques étaient sous la pression des Etats-Unis et d'autres pays afin de les obliger à permettre l'immigration juive en réponse à l'Holocauste. Les Arabes et Palestiniens et quelques britanniques étaient contre l'immigration. Il y avait plusieurs livres blancs variables écrits par les britanniques pour

⁴ Isseroff, Amir, "A Brief History of Israel and Palestine and the Conflict," MidEastWeb, vu 1 March 2005, <http://www.mideastweb.org/briefhistory.htm>

⁵ MidEastWeb, "Timeline of Palestinian Israeli History and the Israelo-Arab Conflict," vu 20 janvier 2005, <http://www.mideastweb.org/timeline.htm>

⁶ Isseroff, op. cit.

traiter de l'immigration. Finalement, en 1947, les britanniques ont pris la décision de quitter la Palestine et de rendre la décision sur l'avenir du mandat à l'ONU.⁷

1.3 Division par l'ONU

La Commission spéciale des Nations Unies sur la Palestine (UNSCOP) a recommandé que la Palestine soit divisée en état arabe et état juif. Il était inclus dans la décision de mettre Jérusalem sous l'administration internationale. La résolution, (GA 181) a été adoptée en novembre 1947, par l'Assemblée générale de l'ONU. La résolution a eu l'appui significatif des Etats-Unis et Union Soviétique. Il est bien connu que le Président Harry S. Truman a reçu la pression significative des Sionistes des Etats-Unis de favoriser l'état israélien.

Les juifs ont accepté la décision de l'ONU, mais les Arabes l'ont rejetée. La résolution a divisé le territoire en deux parties approximativement égales dans un arrangement compliqué avec des frontières en zigzag. L'intention était une union économique entre les deux états avec les frontières ouvertes. À l'heure de la cloison de la résolution, les Arabes possédaient légèrement moins que la moitié de la terre en tout de la Palestine, l'état possédait légèrement moins que la moitié les "terres de couronne", et environ 8% a été possédé par des juifs ou l'agence juive.

Il y avait environ 600.000 juifs en Palestine, presque tous vivaient dans les secteurs répartis à l'état juif ou dans la zone internationalisée de Jérusalem, et environ 1.2 million d'Arabes. L'attribution de la terre par Résolution 181 a été prévue pour produire deux secteurs, un avec des majorités juives et l'autre avec des majorités arabes. Jérusalem et environs devaient être internationalisés. La population juive importante de Jérusalem et ses environs, a peu près 100.000 personnes, ont été géographiquement coupés du reste de l'état juif, séparé par un secteur relativement grand, du "couloir," réparti à l'état palestinien. Le couloir incluait quelques villages importants Arabes qui protégeaient la route de Jérusalem."⁸

Après que le mandat britannique soit arrivé à terme, les britanniques ont commencé à quitter la Palestine et les juifs se sont préparés à faire leur propre état. Le 14 Mai 1948, les Juifs ont proclamé l'état indépendant d'Israël, reconnu par les Etats-Unis. Pendant les jours et semaines suivantes, des nations arabes ont envahi la Palestine et l'Israël. (L'Égypte, la Jordanie, l'Iraq, le Liban, et la Syrie). Les batailles se sont déroulées parmi quelques périodes de courte durée, mélange avec quelques périodes de cesser-le-feu.⁹

1.4 La Guerre de 1949

L'ONU a arrangé une série de cesser-le-feu entre les arabes et les juifs pendant la période de 1948 à 1949. La Résolution 194 de l'Assemblée Générale des Nations Unies a exigé l'arrêt de toutes les hostilités et de permettre aux réfugiés qui voulaient vivre en

⁷ Ibid

⁸ Ibid

⁹ Ibid

paix de rentrer chez eux. La Résolution 62 de CSONU, a proscrit des accords d'armistice qui devrait arriver à la paix durable. Les frontières d'Israël étaient établies avec « la ligne verte » de l'accord. Ces frontières n'étaient pas reconnues par les états arabes qui en même temps ont refusé de reconnaître Israël, et ce pour très longtemps. A partir de ce moment a commencé le problème des réfugiés qui dure encore en 2005. Les négociations ont failli parce que l'Israël n'a accepté d'accueillir qu'un petit nombre de réfugiés. Il est possible que, à l'époque, il n'y ait pas eu beaucoup de réfugiés qui souhaitaient rentrer immédiatement. Rapidement, les alliances politiquement différentes sont arrivées. L'URSS, qui a soutenu l'Israël, s'est aligné avec les états arabes. Les Etats-Unis ont continué à soutenir l'existence d'Israël, mais l'aide donnée à l'Israël était faible en importance et l'aide militaire ne figurait pas pendant les administrations de Truman et Eisenhower. Peut-être était-ce à cause du fait que l'Israël avait réussi à se défendre et parce que vraiment, Truman souhaitait n'avoir rien à faire avec le processus. Les Forces de la Défense de l'Israël étaient équipées avec des armes de surplus et d'occasion. Ils avaient des avions français et des véhicules blindés légers français. La France étaient leur fournisseur principal. Les pays arabes, particulièrement la Syrie et Egypte, ont commencé à recevoir de grandes quantités d'aide militaire soviétique. La ligue arabe a institué un boycott économique contre l'Israël qui était honoré par la plupart des nations industrielles et qui a duré jusqu'aux années 90.¹⁰

1.5 1956 Suez

A cause des buts politiques d'influence dans la région, les Etats-Unis ont été gênés par l'Egypte, la puissance arabe croissante. Donc, ils ont supprimé l'accord de fonder un barrage sur le fleuve Nil. Lorsque les Etats-Unis ont refusé de donner des fonds, Nasser s'est fâché et a déclaré que, pour financer les coûts du barrage il allait nationaliser le Suez. Avec ce coup il a attaqué le dernier symbole de l'impérialisme occidental en Egypte. Il a mis sur pied les événements qui provoqueraient la guerre en Octobre 1956, quand l'Angleterre, la France, et l'Israël ont agi ensemble pour le renverser.¹¹

Les Arabes ont démarré un boycott. Le boycott a fermé le canal Suez {26 Juillet 1956} et le détroits de Tiran à tous les navires Israéliens et aux navires d'autres pays qui apportaient des biens spécifiques (comme le pétrole) à l'Israël. En plus, ils ont refusé d'accès aux entreprises faisant des affaires avec l'Israël.¹² Ce boycott a obligé, économiquement l'Israël à chercher un conflit avec l'Egypte..

Pendant l'été 1956, l'Israël, la France et Grande-Bretagne ont eu un plan secret pour renverser la nationalisation du canal de Suez. L'Israël envahirait le Sinaï et les parachutistes atterrirait près du passe de Mitla. La Grande-Bretagne et la France publieraient un ultimatum, et puis débarqueraient des troupes en apparence pour

¹⁰ Ibid

¹¹ Bickerton, J. Ph.D., and Klausner, C.L. Ph.D. A Concise History of the Arab-Israeli Conflict, 4th edition. Excerpts from Israeli-Palestinian Pro/Con <http://www.israelipalestinianprocon.org>, 20 March 2005

¹² Morris, Benny. Extrait de Righteous Victims, vu sur Israeli-Palestinian Pro/Con <http://www.israelipalestinianprocon.org>, 20 March 2005

séparer les deux côtés. Le plan a commencé le 29 Octobre, 1956. L'Israël a vite conquis le Sinaï. Les Etats-Unis se sont mis en colère contre l'Israël, la France, et la Grande-Bretagne. La Résolution 997 de AG de l'ONU a exigé qu'ils se retirent immédiatement. Les forces Israéliennes sont restées quelques mois. Israël a gagné la garantie des Etats-Unis que les eaux navigables internationales resteraient ouvertes pour l'Israël. Une force de l'ONU était placée au Sinaï.¹³

1.6 1967 La Guerre de Six Jours

Après que l'Egypte ait enlevé une force de secours de l'ONU placée à la frontière et ait lancé un bloc sur le détroit de Tiran sur la mer rouge, l'Israël a attaqué l'Egypte. La Jordanie et la Syrie également l'ont rejoint contre l'Israël. Le résultat était une victoire totale pour l'Israël. Ceci a eu des répercussions internationales majeures. Un des résultats fut que le canal de Suez a été fermé jusqu'en 1975. Deuxièmement, l'Israël a contrôlé plusieurs territoires peuplés des Palestiniens. Ensuite l'Israël a commencé à coloniser ces territoires. L'ONU a adopté la Résolution 242, qui a exigé que l'Israël retire ses forces armées, et que la paix soit instaurée. La Résolution 242 est toujours rappelé comme référence en ce qui concerne les frontières disputées.¹⁴ Un avis est que l'attaque israélienne doit être considérée comme une attaque préemptive justifiée par le discours belliqueux de l'Egypte. L'Egypte a déclaré qu'elle voulait 'rayer l'Israël de la carte.' L'opinion opposée est que Israël a agi par étapes pour inciter les actions de l'Egypte afin de justifier l'attaque.¹⁵

Un autre point significatif, porté par la guerre de six jours, était que l'Israël dorénavant entourait tous les territoires Palestiniens. Ce fait a libéré l'OLP. Yasser Arafat qui a dirigé le Fatah, est devenu Président de l'OLP. Le Fatah et l'OLP ont trouvé la liberté d'action, sans contraintes des régimes arabes critiqués. Depuis que toutes les régions de la Palestine étaient maintenant sous la commande israélienne, les actions de Fatah n'ont pas directement menacé des gouvernements arabes.

Avec le temps, tous les états arabes et éventuellement l'ONU ont reconnu l'OLP comme représentant du peuple palestiniens. L'Israël s'est fortement opposé à l'OLP en raison de ses actes terroristes contre les juifs et en raison de ses objectifs de charte qui visait à détruire l'état d'Israël et à expulser les juifs qui étaient arrivés après 1917.¹⁶ La Guerre de l'an 1967 a incité des actions parmi tous les acteurs du conflit et parmi la communauté internationale. Les mobiles et actions des arabes et des Israéliens ont attisé des lignes de réaction différentes et ont poussé les politiques et les opinions politiques pendant longtemps. Il faut noter qu'il y avait un changement des attitudes arabes après cette guerre et le commencement d'occupation israélienne. « Entre 1880 et 1967, pratiquement aucun porte-parole arabe ou palestinien n'a jamais demandé un Etat palestinien. Dans le monde arabe, on voulait plutôt que le territoire que les romains avaient désigné sous le nom de Palestine soit absorbé par la Syrie ou par la Jordanie. »¹⁷ Ils voulaient plutôt que les juifs disparaissent.

¹³ Isseroff, op.cit.

¹⁴ Newsbatch (col), "Summary of Israel-Palestine Conflict," February, 2005, <http://www.newsbatch.com/israel2.htm>

¹⁵ Isseroff, op.cit.

¹⁶ Ibid

¹⁷ Dershowitz, Alan. Le Droit d'Israel Pour Une Defense Equitable, Editions Eska, p.8.

1.7 1973 La Guerre de Kippour

Avec un coup de surprise, l'Égypte a repris le canal de Suez et la Syrie a vaincu les plateaux Golan. Avec le temps l'Israël a repoussé les attaques. Ce qui est significatif, c'est que l'URSS et les États-Unis se sont impliqués afin de forcer un cessez-le-feu et d'empêcher qu'un côté ou un autre ne soit conquis. Alors que les États-Unis n'auraient jamais permis la défaite d'Israël, ils ne voulaient pas non plus, en accord avec l'URSS, d'une défaite égyptienne. Enfin, les négociations de paix sont devenues possibles parce que les arabes ont constaté que l'Israël ne pouvait pas être vaincu dans les champs de bataille et qu'ils devraient reprendre leurs terres par négociation. L'Israël a subi les pertes humaines significatives, et par conséquent, commençait à penser à l'idée de 'donner la terre afin de recevoir la paix'.¹⁸

La guerre 1973 a eu aussi comme résultat l'embargo arabe sur le pétrole. Les arabes ont utilisé l'embargo pour punir les états pro-Israël. Pour certains états, des prix variables et des difficultés économiques s'en sont suivies. L'OPEP a employé l'embargo et les prix spéciaux pour influencer les alliés arabes. A cette période, l'Europe occidentale importait presque 85% de son pétrole du Moyen-orient (Japon Presque 90%). Par contre, les États-Unis ne dépendaient des pays arabes que pour a peu près 7% de leurs importations de pétrole. Les pays arabes commençaient à exploiter une vulnérabilité des économies occidentales. Avec la revendication de la crise de guerre, les pays arabes ont lancé une escalade importante des prix. La Libye a annoncé une hausse de 28%, sans égard ni pour la guerre, ni pour l'Israël. Le Koweït a suivi. L'Irak a monté ses prix de 70%.¹⁹

1.8 1978 Camp David

La diplomatie suivante du Secrétaire d'état des États-Unis Henry Kissinger a réussi à faire se retirer Israël partiellement de la péninsule du Sinaï, mais avec des conditions beaucoup moins favorables que celles qui auraient pu être obtenues avant la guerre. Le président Jimmy Carter a réussi à faire signer l'accord-cadre de Camp David entre l'Israël, mené par Menachem Begin et l'Égypte, mené par Anwar Sadat. Cet accord a donné lieu au traité de paix signé en 1979. Enfin, l'Israël s'est retiré de la péninsule de Sinaï en 1982.²⁰

1.9 1993 Oslo Accord de Paix

En raison des négociations fortement secrètes entre les Israéliens et les Palestiniens à Oslo, ils ont signé un accord qui a donné des dates pour mettre la bande de Gaza et la Cisjordanie sous l'autorité palestinienne. Au début, les États-Unis n'ont pas été impliqués dans l'accord. Les deux parties ont décidé de signer l'accord à Washington afin d'impliquer le soutien des États-Unis. La bande de Gaza et la Cisjordanie se sont placées sous l'autorité palestinienne en 1994. Avec un deuxième accord, les forces Israéliennes se retireraient de six villes arabes et 400 villages de la Cisjordanie au début de l'année 1995. Le processus de paix a été empêché lorsqu'une extrémiste Israélienne a assassiné le premier ministre Rabin en 1995. Les élections palestiniennes pour faire un

¹⁸ Morris, op.cit.

¹⁹ Sachar, H. M, PhD. Excerpts from A History of Israel, 1976, viewed on Israeli-Palestinian Pro/Con <http://www.israelipalestinianprocon.org>, 20 March 2005.

²⁰ Isseroff, op.cit.

conseil palestinien de 82 membres ont eu lieu en 1996. Le conseil a le pouvoir législatif et exécutif dans la bande de Gaza et la Cisjordanie.²¹

1.10 Deuxième Camp David et Taba

D'autres discussions ont été tenues à camp David avec le président Clinton en 2000. Le résultat s'est soldé par un échec car on n'a pas résolu les problèmes de Jérusalem et des réfugiés. Les Israéliens pensaient qu'ils avaient trop donné aux palestiniens et, par contre, les palestiniens rejetaient les propositions comme insatisfaisantes. Les deux parties se sont rapprochées de nouveau pour des accords à Taba, en Egypte en 2001, mais encore une fois, les accords se sont terminés par un échec. L'échec des ententes a mené à la deuxième Intifada marquant les années après 2000 d'actes fréquents de terrorisme et de représailles Israéliennes. Ces actes ont attisé les désaccords entre les pays internationaux sur les concepts de défense légitime de l'Israël ; l'occupation ; la définition du terrorisme ; le droit de s'opposer contre l'armée d'occupation ; et les droits de l'homme.²²

Chapitre 2, Histoire des positions de l'Europe et l'Union européenne sur le conflit

Dans cette partie nous discuterons de quelques événements historiques survenues entre les états européens et le Proche-orient. Nous regarderons la géopolitique de plusieurs états pour voir leurs liaisons passées. Le but est d'arriver à peu près à l'an 2000 en sachant les mobiles et les actions qui ont poussé vers les positions qu'on voit aujourd'hui. Nous verrons, comme d'habitude, des acteurs qui ont choisi leur politique en fonction de leurs besoins économiques, leurs besoins de sécurité nationale, leurs idéologies, et bien sur, leurs concurrences mondiales. Parmi ces états, plusieurs ont changé leurs alliances une fois ou l'autre. Après avoir discuté de ces actions étatiques individuelles, nous arriverons à la politique d'ensemble de l'UE.

2.1 Relations Entre l'Europe Occidentale et l'Israël

Au cours des quarante dernières années, les relations entre Israël et les états d'Europe de l'Ouest ont connu des hauts et des bas en raison de la volonté des pays d'Europe de développer leur lien commerciaux avec le monde Arabe, et de leur grande dépendance en matière d'approvisionnement en pétrole vis à vis des pays du Proche-Orient. Bien que l'Europe ait été la cible de groupes terroristes palestiniens et arabes, les Européens n'ont cessé de supporter la cause palestinienne et les états arabes dans la région. Au cours des années soixante-dix, les ministres des affaires étrangères de la Communauté Européenne ont successivement appelé au retrait d'Israël des territoires occupés depuis la guerre de 1967, exprimés leurs réserves quant aux accords de Camp David, et accepté que l'OLP soit associée au règlement du problème palestinien.

Malgré ces prises de positions, l'Europe de l'Ouest est restée un partenaire commercial important pour Israël, puisque l'Europe de l'Ouest absorbe près de 40% des exportations israélienne. Les Européens collaborent aussi très étroitement avec Israël pour la lutte

²¹ Newsbatch, op.cit.

²² Ibid.

contre le terrorisme, exception faite de la Grèce. Bien que les relations entre Israël et la Grande Bretagne n'ont jamais été sans tension, cette dernière resta le premier partenaire commercial européen d'Israël. En 1979, après que l'Iran décida d'interrompre ses livraisons de brut à Israël, et que ce dernier restitua le Sinaï à l'Égypte, la Grande Bretagne a pris la décision d'interdire l'approvisionnement d'Israël en brut anglais, en lui refusant la vente de tout brut en provenance de la Mer du Nord. La Grande Bretagne alla encore plus loin en imposant en 1982 un embargo sur les ventes d'armes à Israël en réponse à l'invasion du Liban par Israël.²³

Durant l'été 1956, Israël, la France et la Grande Bretagne élaborèrent un plan pour reprendre le contrôle du canal de Suez après sa nationalisation par Nasser. . Le trio mis son plan à exécution le 29 Octobre 1956 ce qui eu pour conséquence de rendre les Etats-Unis furieux. L'opération était mise à fin par un résolution de l'ONU, et ils ont retiré leurs troupes.²⁴

En 1957 la France et Israël [France et Israël] ont coopéré dans la domaine du nucléaire militaire...la France a vendu à Israël le réacteur de Dimona et a reçu en contrepartie certaines formules lui permettant d'accélérer son propre programme nucléaire. Sous de Gaulle, la France mis en place une politique pro-arabe, qui fut en grande partie dû à la dépendance croissante de la France à l'égard des importations de brut en provenance des pays arabes. . Pour mener à bien cette politique pro-arabe, il fallait estomper l'alliance entretenue depuis plusieurs années avec l'état hébreu. En 1967, de Gaulle décréta un embargo sur toutes les ventes d'armes aux états du proche orient. Israël se retrouva avec des avions français et dans l'impossibilité de pouvoir commander des pièces détachées nécessaires à leur maintient opérationnel. Avec la guerre de 1967, la rupture était consommée.²⁵

Jusqu'à la guerre de 1967, la France et Israël étaient politiquement très proches et maintenaient une coopération militaire très étroite ; la France étant le principal fournisseur de l'état hébreux en armement.. Les choses commencèrent à changer sous la présidence de Charles de Gaulle et avec la guerre de 1967; la France ne cessant dès lors de critiquer la politique israélienne et décrétant un embargo sur les ventes d'armes à Israël.²⁶

Pour la France, le renforcement des liens économiques et militaires avec les états arabes se poursuivit tout au long des années 70: ainsi en 1970, la France signa avec la Libye du colonel Kadhafi un mirobolant contrat portant sur la vente de 110 chasseurs bombardiers Mirage, redoutables avions de combat qui deviendraient partie des flottes aériennes

²³ Library of Congress, «Library of Congress Country Studies: Israel : Relations with Western Europe », <http://www.lcweb2.loc.gov/frd/cs/iltoc.html>, vu 15 March 2005

²⁴ Isseroff, op.cit.

²⁵ Encel, F. and Thual, F. *Geopolitique d'Israel Dictionnaire pour sortir des fantasmes*. Seuil, 2004, pp.160-163.

²⁶ Library of Congress, op.cit.

syrienne et égyptienne lors de la guerre du Kippour en 1973...L'état hébreu voit a cette époque dans la France un ancien allié devenu un opposant.²⁷

Au début des années 80, sous a présidence de François Mitterrand, il y eu une certaine amélioration dans les relations franco-israéliennes. En effet, ce dernier poursuivit une politique plus impartial que son prédécesseur quant aux problèmes impliquant les israéliens et les arabes. Mitterrand fut le premier président français en exercice à visiter l'état d'Israël.

D'après Michael Wolffsohn, un expert dans le domaine des relations d'Israël avec le reste du monde, la République Fédéral d'Allemagne a toujours été historiquement le deuxième partenaire d'Israël après les Etats-Unis. Toujours d'après Wolffsohn, les principaux points de frictions dans les relations israélo-allemandes ont été la question des réparations (jusqu'en 1953), l'établissement de relations diplomatiques (jusqu'en 1965), l'érosion des relations israélo-allemandes quand le Chancelier Willi Brandt (premier chancelier allemand à se rendre en Israël) évoqua la nécessité pour Israël d'évacuer les territoires occupés depuis la guerre de 1967 et de reconnaître le droit d'auto-détermination au peuple palestinien, et finalement pendant les années 80, quand l'Allemagne de l'Ouest se rapprocha des positions américaines sur les questions israélo-arabes.

L'Espagne établit des relations diplomatiques avec Israel en janvier 1986, malgré de multiples pressions exercées par les états arabes et les différences de vues entre Israël et l'Espagne sur la question des palestiniens. Ceci fut rendu possible grâce à des tractations secrètes initiées par Israël à la mort du président Francisco Franco en 1975, qui avaient pour but de normaliser les relations avec l'Espagne. Avant d'en arriver à ce point, les deux pays avaient discrètement commencées à collaborer dans la lutte contre le terrorisme, et des liens étroits avaient aussi été noués entre les partis socialistes israéliens et espagnols.

Bien que la Turquie vota en 1947 contre la résolution des Nations-Unies autorisant la création d'Israël, la Turquie fut, en 1948, le premier pays musulman à établir des relations diplomatiques avec Israël. Depuis, les deux pays ont toujours maintenu des relations cordiales.²⁸

2.2 L'Europe et la guerre de Kippour

Avant le premier choc pétrolier, l'Europe était peu impliqué dans le conflit israélo-palestinien, préférant développer des relations commerciales et des liens étroits avec chaque pays individuellement. . C'est seulement après le premier choc que l'Europe a pris conscience qu'il fallait qu'elle surveille de très près les évènements qui se passaient au Proche-Orient. Un certain révisionnisme européen de l'histoire et l'adoption d'une politique dénonçant systématiquement la colonisation et l'occupation des territoires palestiniens apparut avec la guerre de 1973 et surtout après le premier choc pétrolier. C'est précisément à ce moment que les ministres des affaires étrangères de la Communauté Européennes ont publié leur premier communiqué de presse appelant à

²⁷ Encel, F, op.cit. p.162.

²⁸ Library of Congress, op.cit.

l'instauration d'une paix durable entre les israéliens et les palestiniens, basée sur les droits légitimes de ces derniers. Henri Simonet (vice-président de la Commission Européenne à ce moment là) fit remarquer que ce communiqué impliquait que lorsque les pays de la Communauté se retrouvaient confronter à des problèmes économiques, sociaux, et politiques résultant d'un embargo prolonger du brut, les Neufs choisissaient la voix de l'apaisement et ceci à n'importe quel prix. Depuis cette date, peu d'européens se sont montrés aussi candide. Bien que les pays européens dépendent des importations de brut pour faire fonctionner leurs économies, au même titre que le Japon et bien d'autres pays encore, les leaders politiques et les intellectuels européens n'ont de cessent de dissimuler leurs intérêts nationaux derrières des discours remplis de symboles et de leçons de morales.²⁹ Si les pays arabes ont été satisfaits par la prise de position de la Communauté Européenne, ils n'en étaient pas pour autant apaisés. La pénurie de pétrole continua, l'agonie ne cessait de monter en Europe de l'Ouest, et Israël était de plus en plus isolé. Les pays européens n'étaient cependant pas tous à la même enseigne. Ainsi, les Pays-Bas souffrèrent d'un embargo total sur les produits pétroliers en provenance du Proche-Orient en raison de leur prise de position pro-américaine sur la question.³⁰

2.3 Les Européens reconnaissent l'OLP et un état palestinien 1974

En Novembre 1974, le président de l'OLP, Yasser Arafat, fut invité à s'adresser devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies, une première pour le représentant d'une organisation non-gouvernementale (les Etats-Unis et Israël avaient en ce temps voté contre cette invitation). Arafat déclara à la fin de son intervention, au cours de laquelle il appela à la création d'un état démocratique où les musulmans, les chrétiens, et les juifs vivraient ensemble. "Je suis venu en portant une branche d'olivier et le revolver du combattant de la liberté", Beaucoup de pays européens commencèrent alors à ouvrir des réseaux de communications avec l'OLP et à supporter l'idée de la création d'un état indépendant palestinien. Ces évènements renforça au sein de l'OLP l'influence des partisans de la diplomatie au détriment des partisans de la violence. La pérennité de cette influence dépendant du succès de cette ouverture diplomatique.³¹

2.4 Histoire des positions de l'UE, les positions officielles

L'Union Européenne s'est toujours efforcé toujours de trouver des solutions en s'appuyant sur le droit international, et plus particulièrement en s'appuyant sur les résolutions votées par le Conseil de Sécurité de l'ONU en ce qui concerne les problèmes liés aux colonies, aux territoires occupés, et à la question de Jérusalem. La position de l'Union Européenne sur le processus de paix au Proche-Orient a été établie durant le Conseil Européen de 1980 et réaffirmé depuis lors à tous les Conseil qui se sont succédés. Certaines déclarations de l'Union Européenne sont maintenant considérées comme des moments importants qui ont permis de faire avancer le processus de paix :

²⁹ Steinburg, op.cit.

³⁰ Sachar, op.cit.

³¹ Richman, S., "Ancient History: U.S. Conduct in the Middle East Since World War II and the Folly of Intervention," Cato Policy Analysis No. 159, Cato Institute, 16 August 1991.

- La déclaration de Venise de Juin 1980 établit le droit à l'existence et à la sécurité de tous les états de la région, ce qui inclut Israël, et le droit à la justice pour tous les peuples, ce qui implique la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.
- La déclaration de Berlin de Mars 1999 introduit la notion d'état palestinien viable à travers la déclaration de l'Union Européenne stipulant que l'UE est convaincue que la création d'un état palestinien démocratique, viable et en paix, créé à partir des accords existants, est ce qui serait le plus à même de garantir la sécurité d'Israël et son intégration dans la région.³² La déclaration de Berlin porte en elle-même un poids significatif parce que c'est la première déclaration qui fait mention de la création d'un état palestinien. Avant celle-ci, l'UE avait reconnu les droits des palestiniens, le droit de s'auto-gouverner, mais pas le droit d'avoir leur propre état.

2.5 L'UE lance les processus de la paix

Le principal rôle des Etats-Unis a été de faire pression sur Israël et d'avancer dans cette direction. Mais c'est en réalité l'Europe qui a influencé le processus de paix, en définissant les contours de la feuille de route qui doit aboutir à un accord de paix. 15 ans avant la déclaration PNC de 1988, l'Europe seule avait osé présenter les contours d'un plan de paix. Déjà en 1973, les ministres des affaires étrangères de la Communauté Economique Européenne avaient déclaré que tout accord de paix devrait être basé sur : « le devoir d'Israël de mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens qu'il occupe depuis 1967 », et la « reconnaissance que l'établissement d'une paix juste et durable, doit prendre en compte les droits légitimes des palestiniens ». ³³ Comme il l'a été dit précédemment, ces déclarations ne doivent pas faire oublier les réelles motivations des européens. Les sources précédemment citées font valoir que ces démarches sont motivées par des raisons économiques.

Ces déclarations, et surtout celle de Venise, ont servi de base lorsque le premier accord de paix a été rédigé. A Venise en 1980, les chefs d'Etats et de gouvernements, ainsi que les ministres des affaires étrangères de la Commission Européenne avaient déclaré le besoin de « reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien ; » qu' « une solution juste devait être trouvée au problème palestinien, et pas seulement en ce qui concerne les réfugiés », que « le peuple palestinien ... doit être mis dans une position ... d'exercer complètement son droit à l'auto-détermination ; » que l'OLP doit représenter le peuple palestinien et que par conséquent l'OLP « doit être associé aux négociations de paix ; » que les neuf états de la Communauté Européenne « stipulent qu'ils n'accepteront pas un règlement unilatéral en ce qui concerne la question de Jérusalem ; » « le devoir d'Israël de mettre fin à l'occupation des territoires annexés depuis 1967 ; » et qu' « ils sont profondément convaincus que les colonies israéliennes constituent un obstacle important

³² European Union Website, "The EU and the Middle East Peace Process, History/Background" http://www.europa.eu.int/comm/external_relations/mepp vu 15 jan 2005.

³³ Pundak, R., "All Aboard: The International Community and the Track to Peace," Palestine-Israel Journal, Vol. 11, No. 2, 2004, The International Community and the Conflict

au processus de paix au Moyen-Orient. ».³⁴

L'Europe a été très critiquée pour cette déclaration par les Israéliens et les Américains. Cependant, le temps a démontré que l'Europe avait en fait permis aux deux camps de ce rapprocher et de manière ultime de faire des progrès vers un accord de paix. Cette première expérience d'un leadership européen aurait besoin de se répéter aujourd'hui (été 2004), au moment où les deux camps et les Etats-Unis sont incapables de relancés les négociations de paix.

Contrairement aux Etats-Unis qui ont pour habitude de supporter avant tout le camp israélien, et de montrer de temps à autre de la sympathie voir de l'empathie envers les palestiniens, comme durant les présidences de Jimmy Carter et de Bill Clinton, le plus gros avantage que possède l'Europe est qu'elle peut être pro-israélienne et pro-palestinienne en même temps. Selon quelque critiques, notamment M. Pundak, l'Europe se trouve dans une position où elle peut être pro-Israélien et pro-Palestinien à la fois. Je pense que, même si elle n'est pas aussi parti pris aligné que les Etats-Unis, elle n'est cependant pas tout à fait sans rapproche et n'a pas souvent un avis non partiel sur le problème.³⁵

Chapitre 3, Histoire des positions des Etats-Unis sur le conflit

En suivant, nous visiterons l'histoire des politiques des Etats-Unis sur le conflit Israélo-palestinien, la Moyen-orient, et la Proche-orient. La Service Congressionnel de Recherche a bien décrit les mobiles différents aux Etats-Unis. Il faut reconnaître que l'incohérence de la politique des Etats-Unis est résultat des changements fréquents des administrations. C'est à dire, chaque administration et chaque président a eu des idées différentes et des alliances internes variables. Aussi, des facteurs géopolitiques du monde et les influences de la guerre froide sont toujours en cours de changement.

3.1 La politique des Etats-Unis vers Israel

Selon le Service Congressionnel de Recherche, entre la deuxième guerre mondiale et l'effondrement de l'URSS en 1991, la politique des Etats-Unis envers le Proche-orient était basée sur plusieurs buts généraux, le plus remarquable parmi eux étaient (1) arrêter l'élargissement soviétique dans la région ; (2) garder les lignes de communication et les routes de commerce ouvertes ; (3) assurer l'accès occidental aux hydrocarbures du Moyen-orient ; (4) promouvoir la démocratie et les économies du marchés libres; et (5) assurer la sécurité de l'Israël.³⁶

Il y a beaucoup de raisons pour lesquelles les citoyens des Etats-Unis favorisaient l'Israël: l'Israël et les Etats-Unis partagent les mêmes principes Judéo-chrétiens; les deux pays ont été des pionniers pendant l'établissement de leurs territoires; ce sont des démocraties; les Etats-Unis comprennent le sentiment d'être un pays marginalisé; les deux se sont opposés à l'expansion soviétique pendant la guerre froide; les Etats-Unis ressentent de l'empathie pour les souffrances des juifs européens pendant la deuxième

³⁴ Ibid.

³⁵ Ibid.

³⁶ Mark, Clyde, "Palestinians and Middle East Peace: Issues for the United States," The United States Congressional Research Service (CRS), *Issue Brief for Congress*, 10 October 2003

guerre mondiale; les juif-américains ont une organisation politiquement forte qui soutien l'Israël ; et les Etats-Unis comprennent le point de vue Israélien. En bref, les Israéliens leur ressemblent. En revanche, les américains ont moins d'empathie pour les points de vus arabes du fait que les arabes sont beaucoup moins proches d'eux par ce que véhicule la culture arabe orientale : leurs vêtements, leur nourriture, leur musique, leurs arts, leur langue, leur religion. Il n'y a pas de similitudes entre les deux cultures. En outre, les arabe américains ont eu une tendance à s'assimiler dans la culture américaine et, par conséquent ont éviter de s'exprimer dans les voies politique comme une entité pro-arabe.³⁷

Au debout du conflit et des désaccords Israélo-palestiniens, les Etats-Unis ont soutenu l'état de l'Israël, et ne se sont pas occupés des problèmes palestiniens. Plusieurs facteurs ont été pris en compte quand le président Truman a pris la décision de soutenir la répartition des territoires en 1948. Bien sur, la politique interne des Etats-Unis et un effort intensif des Sionistes y ont contribué. Truman s'est senti comme poussé vers cette action. Plus tard, il a écrit dans ses mémoires, « [Je pense que la chose correct à faire, et ce que j'ai déjà fait, est de continuer à faire ce que je trouve être juste, et qu'ils aillent tous en enfer] » Ca veut dire que la politique des Etats-Unis n'a pas commencé par hasard ; mais que vraiment le président n'a pas vu de solution et à l'époque il a préféré se débarrasser de tout. Quand même il était soumis à la pression, et a soutenu l'Israël et la répartition. Ensuite, la politique des Etats-Unis vers les Palestiniens a émergé. Jusqu'a récemment, les Etats-Unis on traité les palestiniens comme 'un problème' à résoudre pour mettre fin au conflit Israélo-palestinien. Ils n'ont pas considéré les palestiniens comme des participants dans le processus de la paix. Entre 1948 et 1967, les Etats-Unis, en rapport avec beaucoup d'autres pays, ont regardé les palestiniens dans le cadre du problème des réfugiés et ne les ont pas traités comme un mouvement nationaliste. En résultat d'une série d'attentats terroristes en 1968, la plupart des américains ont pensé aux palestiniens comme des 'terroristes' autant que comme des 'réfugiés'.³⁸

3.2 Suez 1956:

Afin de récupérer l'influence après les ventes d'armes égyptien-soviétique, et de maintenir de bonnes relations avec les pays arabes, les Etats-Unis ont offert de financer le barrage sur le fleuve Nil. Avant que les fonds aient été mis en place, l'opinion publique de Nasser a changé aux Etats-Unis. Le secrétaire d'état des Etats-Unis Dulles a commencé à se fâcher avec Nasser, avec son manque de volonté de suivre un plan de développement américain, et avec le nationalisme arabe. Après que Nasser ait reconnu la Chine communiste, Dulles a retire l'offre américaine. Les porte-parole des Etats-Unis ont dit qu'ils n'avaient pas confiance dans les finances de l'Egypte parce qu'elle avait des dettes militaires soviétiques. D'un coup, Nasser a décidé de nationaliser le Suez et faire tomber le dernier symbole de l'impérialisme occidental en l'Egypte.³⁹

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

³⁹ Bickerton, op.cit.

En Octobre, les forces israéliennes ont envahi l'Égypte et se sont déplacées vers le canal de Suez. Comme prévu, la Grande-Bretagne et la France, ont envoyé un ultimatum et ensuite, ils ont attaqué et occupé une partie de la zone. Leurs actions n'ont pas menacé seulement l'Égypte et ses alliés arabes, mais aussi les États-Unis et l'URSS. Les deux grands pouvoirs ne pouvaient pas supporter que d'autres pays aient mis sur pieds d'aussi grandes démarches sans tenir compte des intérêts des deux super puissances. Donc, sous la pression américaine et soviétique les trois forces se sont retirées.⁴⁰

3.3 1967 La Guerre de Six Jours

Quelle était la politique des États-Unis avant et pendant la guerre de six jours? Avant que la guerre ne soit déclenchée, le président Johnson a déplacé la sixième flotte dans l'est de la Méditerranée. Lorsque il a déclaré un embargo d'armes dans la région, Johnson a autorisé secrètement une expédition aérienne en Israël des pièces de rechanges nécessaires, des munitions, des fusibles, et des véhicules de transport blindés. Après que la guerre se soit déclenchée, les États-Unis ont opposé leur veto à la résolution de CSONU qui exigeait le retrait de l'Israël à ses frontières d'avant-guerre. Aussi, Johnson a refusé de critiquer l'Israël pour avoir déclenché la guerre.⁴¹

L'auteur Stephen Green a écrit que les États-Unis avaient participé directement au conflit. Il a dit aussi que des pilotes américains de reconnaissance ont survolé les bases aériennes de la Syrie, de l'Égypte, et de la Jordanie afin de fournir des images aux forces israéliennes. Les pilotes ont utilisé des avions américains peints comme des avions israéliens. Les arabes ont accusé les États-Unis d'avoir fourni l'appui aérien tactique. Pourtant, Johnson a nié tout soutien à l'Israël pendant la guerre.⁴²

Une question d'importance est si oui ou non le gouvernement des États-Unis a donné son accord à l'Israël pour faire la guerre? Les israéliens ont sollicité la permission des États-Unis de faire la guerre, en revendiquant que les États-Unis avaient promis d'assurer l'accès israélien au détroit de Tiran. Les États-Unis n'avaient pas donné leur permission. Les États-Unis ne lui avaient rien promis, mais aussi, ne lui avaient rien dit contre. Ce qui est certain, est que les États-Unis n'ont pas empêché l'Israël de commencer la guerre.

La guerre des six jours était un désastre diplomatique aux États-Unis. Peut-être Johnson s'est occupé de gagner le soutien des juifs-américains pour la guerre d'Indochine, ou peut-être a-t-il voulu avancer la relation stratégique avec l'Israël contre l'URSS. En tout cas, il a bien aliéné les arabes. Johnson leur a dit que l'Israël n'attaquerait pas et qu'il opposerait toutes agressions. Par contre, les États-Unis ont assisté l'Israël d'une manière

⁴⁰ Hourani, Albert. *A History of the Arab Peoples*, extraits vu sur Israeli-Palestinian Pro/Con <http://www.israelipalestinianprocon.org>, 20 March 2005

⁴¹ Richman, op.cit.

⁴² Ibid.

militaire et diplomatique. Johnson n'a jamais demandé à l'Israël de se retirer des territoires vaincus.⁴³

Dans aucun sens la guerre n'apportait la stabilité au Moyen-Orient. Même si celle-ci était l'objectif principal des Etats-Unis. La politique des Etats-Unis, conçu pour faire pression sur les états arabes afin qu'il réduisent leurs associations avec l'URSS, a provoqué le résultat contraire. Nasser a dit qu'après la guerre, ils n'ont eu aucun choix sauf de rapprocher de l'URSS. Moins de trois ans après, les soviétiques étaient entrain d'envoyer des missiles, des pilotes, des troupes, et des instructeurs en Egypte. Les soviétiques se sont rapprochés de la Syrie et de l'OLP. Les Etats-Unis ont répliqué en donnant plus d'armes et plus d'avions à l'Israël.⁴⁴ Il faut noter, bien que les Etats-Unis aient soutenu l'Israël, un part de leur raisonnement était fondé sur une course à l'armements et une course aux alliances contre l'URSS. Henry Kissinger, qui a vu le Proche-orient comme une autre arène pour la rivalité des super puissances, a vu la victoire Israélienne comme un grand défaut soviétique. Il s'est opposé à la paix à cause de cette concurrence.⁴⁵

3.4 La relation stratégique et l'aide pour l'Israël

Nous avons vu que la relation stratégique entre les Etats-Unis et l'Israël a commencé après la crise de Suez. Quand John F. Kennedy était président, il a abandonné le concept d'équilibre de puissances entre l'Israël et les états arabes pour suivre cette relation stratégique. Il était le premier président qui a fourni les armes techniquement avancées à l'Israël, et le premier président qui a été engagé à poursuivre une politique d'assurer la supériorité militaire régional de l'Israël. Cette politique était vue comme un outil contraignant pour l'URSS.

Pendant la maturation de cette relation stratégique, l'aide américaine militaire et économique a monté en importance. Mais l'aide initiale, avant cette croissance, n'a pas été sans signification. Entre 1949 et 1965, l'aide américaine a été, en moyenne, de 63 millions de dollars chaque année. Plus de 95% de ces fonds ont été désignés au développement économique et à l'alimentation. Entre 1966 et 1970 l'aide moyenne a monté à 102 millions de dollars par année, 47% étant des prêts militaires. Les chiffres ont changé chaque année. Entre 1974 et 1989 la gamme de prêts et subventions a varié entre 7 millions et 2.7 milliards de dollars. Les subventions économiques ont été les plus importantes en 1985 avec un chiffre de 2 milliards de dollars.⁴⁶

Bien que les Etats-Unis aient donné de l'aide à la condition qu'elle ne devait pas être employé dans les territoires occupés en 1967, cette condition était difficile à renforcer. Selon le service congressionnel de recherche, le fait que l'aide budgétaire a été donné sans bilan spécifique, il n'y a pas de façon pour déterminer vraiment comment l'Israël l'utilisait. D'ailleurs, selon la branche exécutive, en 1978, 1979, et 1981, l'Israël pourrait

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid.

avoir violé son accord d'utiliser les armes américaines seulement en autodéfense. A cause d'une violation de cet accord, les Etats-Unis ont suspendu leurs expéditions de bombes de munitions multiples en 1982. En outre, en 1990 l'Israël a accepté 400 millions de dollars dans des garanties de prêt pour logement à condition que l'argent ne soit pas employé dans les territoires occupés. La promesse a été bientôt retirée.⁴⁷

3.5 Politique de Nixon- Pour la plupart, l'administration de Nixon a empêché n'importe quel accord et a travaillé à contre sens pour faire des impasses au Proche-orient. En parlant de l'an 1969, Henry Kissinger a écrit dans ses mémoires les idées suivantes: Le gouvernement et la bureaucratie ont voulu commencer les négociations immédiatement afin de régler la situation se détériorant avant que l'avantage ne passe aux soviétiques. Il a voulu prendre les délais, pour frustrer des arabes radicaux, et pour leur montrer que les Etats-Unis étaient indispensables comme allié dans les processus diplomatiques. Donc il a dit, aux diplomates américains de l'ONU, qu'il ne voulait pas de succès rapide. À la fin de l'année 1971, le gouvernement des Etats-Unis est arrivé à l'impasse que Kissinger attendait. Plus tard, quand les élections de 1972 ont été sur le point d'arriver, Kissinger a essayé encore une fois d'empêcher tout progrès, de prendre son temps, afin d'éviter les actualités imprévisibles qui pourraient compliquer les élections américains.⁴⁸

3.6 La guerre de kippour- Les Etats-Unis ont subis des coûts significatifs en conséquence de la guerre de kippour. Kissinger a dit les coûts directes ont été d'environ 3 milliards et les coûts indirects ont été d'environ 10-15 milliards de dollars. La guerre leur a apporté un taux de chômage croissant et la plus grande récession depuis la deuxième guerre mondiale. Le soutien de l'Israël ne créait pas la stabilité, mais, au contraire il a poussé les états arabes vers l'URSS ; il a aliéné les états arabes ; il a attisé l'entente soviétique américaine ; et il a donné une arme économique avec le pétrole aux états arabes.⁴⁹

3.7 Politique de l'Administration de Carter: Avec l'arrivée du président Carter, les Etats-Unis ont changé leur politique de Proche-orient dans une autre direction. Les Etats-Unis et l'URSS ensemble ont décrit un plan désigné à résoudre le conflit Israélo-Arabe. Le plan y a compris les parties suivantes; le retour des forces Israéliennes, une résolution du problème palestinien, une mise en ordre des relations entre Israël et les états arabes, et des garanties fournis par les Etats-Unis et l'URSS ensemble. Le plan a essayé faire revivre la conférence de Genève. Ni la participation de l'OLP ni un état palestinien ne faisaient partie du plan. Les états arabes ont accueilli le discours conjoint, et l'OLP a été d'accord avec une délégation arabe unifiée. L'Israël a rejeté le plan, mais le plan a marqué un avancement des idées et des politiques vers une solution.

Le président Carter a fait une grande transition de politique le 16 mars 1977 quand il a affirmé que les Palestiniens avaient le droit d'avoir leur propre terre, et le 4 janvier 1978 quand il a dit qu'ils avaient des droits légitime et devraient être partie des conférences qui porter sur l'avenir des Palestiniens. Les accords du camp David de 1978 ont mentionné

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

‘les droits légitime du peuple palestinien.’ Carter était le premier président qui a parlé des droits et des besoins du peuple palestinien. Il avait soutenu la relation avec Israël, mais il a commencé une politique moins partielle que celle d’autrefois.

Quand l’Israël a envahi le Liban en 1978, une invasion prétendu être contre les guérillas de l’OLP, Carter lui a formellement demandé d’en partir. Aussi, son administration a proposé une résolution du CSONU pour le demander. Les groupes pro-Israël aux Etats-Unis critiquaient Carter pour avoir fait ces actions contre l’Israël. Ces critiques l’ont poussé à ajouter des conditions à sa politique. Ainsi, il a promis de ne jamais couper les subventions économiques ou militaires. En outre il a promis de rester proche des résolutions de l’ONU 242 et 338 ; ni l’un ni l’autre ne mentionne les Palestiniens. L’aide israélienne a augmenté pendant qu’il était président.⁵⁰

3.8 Administration de Reagan Bientôt pendant la durée de l’administration de Reagan, les officiels ont recommencé à utiliser les termes ‘réfugiés’ et ‘terroristes’ en parlant des palestiniens. Ils n’ont mentionné ni les droits des palestiniens ni l’autodétermination palestinienne. Peu après, en 1982 Reagan a dit pendant un discours du Proche-orient, que le problème palestinien n’était pas seulement un problème de réfugiés.⁵¹

L’administration de Reagan a vu un rapprochement à l’Israël. Ils ont confirmé le droit d’Israël de se défendre contre les actes de terrorisme seulement si ces actes étaient provoqués par l’OLP. Parfois, ils ont affirmé les positions qui n’étaient pas tout à fait d’accord avec les actions d’Israël. Quand même, l’aide Israélienne a augmenté. Reagan a déclaré qu’il a soutenu l’Israël pendant la guerre de Liban sur le point que les Etats-Unis avaient un intérêt important de maintenir Liban hors de portée du communisme. Aussi, Reagan a affirmé que la sécurité d’Israël était un objectif principal de son administration. D’un autre côté, c’était l’administration de Reagan qui avait suspendu les expéditions de bombes à l’Israël en réponse d’une violation de l’Arms Export Control Act, quand l’Israel a utilisé des bombes américaines d’une manière offensive et non autorisée.⁵²

3.9 1988 Les Etats-Unis reconnaissent l’OLP En novembre 1988, le CNP a voté d’accepter les résolutions de l’ONU 242 et 338, un fait qui voulait dire qu’ils reconnaissaient l’Israël et son droit de sécurité nationale. Arafat a affirmé, à l’assemblée générale de l’ONU que l’OLP voulait une solution qui respecterait le droit de chaque état d’exister en paix et en sécurité. Il a dit en outre que le CNP rejetait tout types de terrorisme. Des lors, les Etats-Unis reconnaissaient Arafat comme représentatif légitime du peuple palestinien, et ils ont commencé des négociations avec lui.⁵³

⁵⁰ Ibid.

⁵¹ Mark, op.cit.

⁵² Richman, op.cit.

⁵³ Ibid.

3.10 Les accords d'Oslo

Malgré la nature bilatérale des négociations d'Oslo, et la présence Norvégienne afin de faciliter les négociations, les accords ont été signés à la maison blanche à Washington. Les accords n'y ont pas été signés parce que les Etats-Unis l'ont proposé. Les Etats-Unis n'étaient pas impliqués dans les négociations. Mais, enfin, il y avait une compréhension mutuelle entre les Israéliens et les Palestiniens qu'aucun accord ne pouvait être réalisé sans l'engagement complet des Etats-Unis. Donc ils ont sollicité l'assistance des Etats-Unis. A ce moment les Etats-Unis se réengageaient fortement dans le processus des nouvelles négociations.⁵⁴

3.11 L'aide palestinienne

Il est bien connu que les Etats-Unis soutiennent l'Israël. En revanche, il n'est pas bien connu que les Etats-Unis aident aussi les palestiniens avec des fonds assez significatifs. Après les accords d'Oslo, les Etats-Unis ont augmenté l'aide palestinienne. Ils ont promis 500 millions de dollars (125 de prêts et 375 des subventions) donnés pendant cinq ans pour assister le développement de l'entité palestinienne. L'aide était donné sur la condition qu'elle ne pourrait pas être utilisé par l'OLP. Si les fonds étaient utilisés pour financer les actions terroristes, elles seraient coupées. Un peu plus tard, en 1999, le président Clinton a fait approuvé l'accord de Wye qui offrait 400 millions de dollars destinés à plusieurs secteurs spécifiques : développement communautaire, administration de droit, l'état industriel, le port de Gaza, des bourses scolaires, des routes, et un fond de contingence.⁵⁵

Deuxième Partie : Histoire à partir de 2000

Après 2000, les intérêts du conflit ont changé significativement. Les années 2000 sont marquées par le croisement des efforts multilatéraux visant à résoudre le conflit. Le monde entier parle d'une solution qui tient compte de deux états. Les intérêts des Palestiniens et les intérêts des Israéliens sont compris et reconnus par tous les acteurs. Malheureusement, à la fois, la deuxième Intifada empêche tout effort et exige un engagement international pour avancer une solution. Cet engagement international collectif a déjà commencé et se montre par la création du Quartet et La Feuille de Route. Dans cette partie ci-dessous nous discuterons à propos du Quartet et La Feuille de route. Ensuite, bien que les deux expriment l'accord entre des Etats-Unis et l'UE, il vaut mieux montrer les politiques courantes, démontrées, perçues, officielles des deux parties.

Chapitre 4

4.1 Le Quartet

In April of 2002, the US government initiated a series of consultations with a group of diplomats that became known as the "Quartet." The Quartet consists of UN, EU, US, and Russia. The quartet evolved a roadmap for a settlement, including Israeli withdrawal

⁵⁴ Pundak, op.cit.

⁵⁵ Mark, op.cit.

from occupied territories and establishment of a Palestinian state. The Quartet, and subsequent Roadmap, is the basis for the current agreement and understandings between the US and the EU on the administration of the peace process and the future of the conflict.

4.2 La feuille de route

La feuille de route, approuvée par l'ONU, ne fait pas de plan de solution finale, mais plutôt une série de démarches désignées à pacifier le conflit, créer un état provisoire palestinien et mettre sur pied des négociations d'un statut final. Elle est fondée sur la parole du président Bush le 24 juin 2002 quand il a demandé un chemin qui aboutit avec deux états demeurant côte à côte avec la paix et la sécurité. La feuille de route comporte un processus en trois démarches. Ce qu'elle ne décrit pas sont les frontières finales ou autre détails de la solution.⁵⁶ Peut-être il vaut mieux omettre les détails. Les autres plans ont terminé en échec à cause des désaccords sur les détails finals. Avec la feuille de route, les parties peuvent avancer vers le résultat progressivement, et ne s'arrêtent pas tôt à cause de problèmes qui peuvent être traités plus tard.

Un critique de la feuille de route dit le contraire. Il affirme que la feuille de route est vague et a la capacité de confondre. Les critiques disent que sans objectifs clairs avec les dates désignés pour les atteindre, la feuille servira seulement à retarder le processus. Ils disent aussi que les acteurs internationaux manquent d'une compréhension claire du caractère du conflit, et, donc, ne comprennent pas vraiment leurs rôles possibles.⁵⁷

Chapitre 5, Intérêts courants de L'UE

5.1 Vision

La vision la plus répandue de l'Union Européenne sur ce qui doit être réalisé au Proche Orient prend racine dans d'autres lieux que la théorie américaine de « transformation » Elle accepte le fait que la démocratie ne peut s'accomplir rapidement mais n'en est pas résignée pour autant. Cette vision est basée sur la croyance qu'en travaillant quotidiennement avec la société civile du Proche Orient en améliorant l'économie et en transformant lentement la façon de gouverner des régions ce qui est le but suprême du processus initié en 1995 avec son bras financier MEDA, l'Europe crée les conditions en vue d'un changement démocratique qui, ne peut venir que des sociétés elles mêmes. (il est vrai cependant que ces programmes n'ont pas jusqu'à présent fait leurs preuves) L'Europe a aussi comme priorité absolue en vue de résoudre le conflit Israélo-palestinien d'encourager une médiation plus égalitaire qui sans compromettre la sécurité des israéliens ne supporterait pas néanmoins automatiquement toutes les décisions israéliennes. Dans le domaine de la sécurité, l'Europe prône le dialogue et promeut les structures multilatérales mais est prête par ailleurs à appliquer des sanctions aux Etats qui ne joueraient pas le jeu. (un bon exemple l'illustrant est la Libye dans les années

⁵⁶ MidEastWeb, "Final Status and Peace Plans for Isreal and Palestine", vu 15 mars 2005, <http://www.mideastweb.org/peaceplans.htm>.

⁵⁷ Pundak, op.cit.

90). L'Europe de plus considère que la guerre contre le terrorisme est principalement le ressort de la police, des services secrets, des forces spéciales ou des procureurs.⁵⁸

L'union Européenne partage les mêmes préoccupations que Washington en ce qui concerne les violations des droits de l'homme, le terrorisme et les ADMs, a déclaré le porte parole de la Commission européenne, « mais ce que nous ne partageons pas ce sont les moyens et la politique à suivre afin d'achever ces objectifs... nous croyons que l'engagement et le rapprochement devraient être utilisés afin d'arriver à ces buts. »⁵⁹

5.2 Arafat

Après le 9 septembre il était facile d'associer le terrorisme palestinien avec la guerre globale contre le terrorisme. Il est fort probable que Bush ait envisagé les choses sous cet angle quand il a appelé Arafat le leader de l'organisation terroriste, les européens ont désapprouvé ses mots. Lorsque Bush a demandé qu'Arafat soit destitué de ses fonctions, l'Union Européenne le traita avec indifférence ou suggéra qu'elle s'entendrait avec quiconque les Palestiniens avaient choisi comme chef. La Grande Bretagne a pris la position de dire qu'il n'était pas pratique de destituer Arafat étant donné qu'il détenait les reins du pouvoir et surtout qu'il n'y avait aucune autre alternative. Comme les autres états de l'Union, elle déclara aussi être concernée par les positions unilatérales des Etats-Unis et exprima son respect pour la politique d'Arafat.⁶⁰

Washington, aussi, a affirmé que Arafat n'avait pas assez fait pour arrêter le terrorisme, lorsque les européens ont déclaré qu'il ne puisse pas contrôler tout le terrorisme.⁶¹ Le traitement d'Arafat après le commencement de la deuxième intifada était un point de contention entre les Etats-Unis et l'EU. Certains pensent que il y avait autres politiques mélangées avec le sujet d'Arafat, comme celles de la guerre en Irak. Même que l'EU fait partie du Quartet et la feuille de route, il agit dans sa propre direction parfois. La réaffirmation très ferme de la position d'Arafat par l'UE fut tout d'abord décidé pour rembarrier les Etats-Unis, mais son impact a été complètement négatif et a miné le but d'un changement de régime des Palestiniens pendant la première étape du processus de la feuille de route. En réponse, les Etats-Unis ont exclu l'UE du sommet d'Aquaba et Israël a réduit le niveau de ses contacts avec l'UE refusant de rencontrer les officiels qui continuaient de voir Arafat.⁶²

5.3 Commission européenne officielle

Declaration de la Commission européenne: "Il y a certainement un tournant positif des événements au Moyen Orient qui nous ramène à la feuille de Route du Quartet avec la solution des deux états cote à cote. Cependant cela ne peut être considéré comme définitif. Le président Abbas et le premier ministre Sharon vont devoir se construire des

⁵⁸ Vaisse, J., "Fateful Triangle: The United States, Europe and the Middle East," *The New Europe Review*, February 1, 2005

⁵⁹ Boukhars, op.cit.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Ibid.

⁶² Steinberg, op.cit.

soutiens à l'intérieur de leur propre peuple et faire face aux nombreux opposants à la paix.

La commission cherche à soutenir ce processus en restant engagée avec les deux parties sur les mesures suivantes : apporter un soutien financier suffisant pour asseoir une réforme autoritaire en se concentrant sur le combat contre la corruption et en promouvant un bon gouvernement et une transparence financière ; renforcer le processus vers la démocratie. Pour exécuter les plans d'action pour Israël et l'Autorité palestinienne appuyés par le conseil sous la politique européenne de voisinage ; et d'utiliser le meilleur climat dans les relations transatlantiques pour s'assurer que nos actions et celles des Etats-Unis sont complémentaires et coordonnées. Le représentant spécial de l'UE coordonne le support européen pour les services de sécurité palestiniens.

La Commission est prête à apporter son support au processus de désengagement de la bande de Gaza sous les conditions du Conseil. Cela pourrait inclure des mesures créant l'infrastructure pour un rapide démarrage économique juste après le retrait.

En ce qui concerne la barrière de sécurité, l'UE affirme que la barrière est hors la loi si elle est sur les territoires occupés et qu'elle nuit au qualité de la vie, à la situation économique, et à la situation humanitaire pour les palestiniens vivant près de la barrière. L'UE est en train de discuter l'issue avec l'Israël afin de la ramener plus proche des frontières de 1967.”⁶³

5.4 L'UE et son soutien de la Palestine

Selon le site officiel de l'UE, sa politique en ce qui concerne les palestiniens se trouve ci-dessous. L'UE est le plus grand donateur de fonds aux palestiniens. A partir de l'année 2000, son soutien comporte un mélange d'efforts comme l'aide d'urgence, le soutien pour faire construire des institutions de moyen terme, et les efforts de soutenir le processus du reforme. Avec la Norvège, l'UE dirige les conférences du mécanisme des donateurs internationaux. Ils sont bien impliqués dans le groupe de coordination des donateurs locaux et dans le groupe d'assistances humanitaires. Ses efforts visent à établir les conditions qui peuvent apporté la paix, la stabilité, et la prospérité à la région.

L'UE est également, le plus grand partenaire commerciale d'Israël, et un partenaire majeure dans les domaines économique, scientifique, et des recherches. En plus, l'UE est une partenaire majeure du Liban, de la Syrie, de la Jordanie, et de l'Égypte.

L'UE se voit comme acteur principal dans les reformes palestiniennes. Elle exprime la nécessité de suivre la feuille de route en avançant la solution de deux états viables. Ils ont attaché des conditions spécifiques aux aides palestiniennes afin de s'assurer qu'ils seront utilisés d'une manière droite, juste, et qui avance vers une solution du conflit. En outre il affirme qu'elle assiste les programmes judiciaires et les élections palestiniens.

⁶³ Coveney, Simon, "Israel-Palestine conflict", February 23, 2005, www.simoncoveney.ie

L'UE est prêt à avancer les efforts internationaux pour réaliser les réformes palestiniennes. Il possède le rôle dirigeant sur la International Task Force on Palestinian Reform (TFPR) (dites Corps Expéditionnaire International pour la Reforme Palestinienne), établie en juillet 2002. L'objectif principal de la TFPR est de suivre de près et soutenir la mise en oeuvre des réformes civiles palestiniennes. Cette Force a parmi ses membres les Etats-Unis, l'UE, la fédération de la Russie, le Norvège, le Japon, le Canada, la banque du monde, et le fond d'argent international. Cette force a sept groupes spéciaux qui travaillent ensemble avec l'autorité palestinienne sur des domaines spécifiques.⁶⁴

5.7 Critique des positions de l'UE

Malgré le cadre collectif de l'UE et l'CFSP, l'Europe parle encore avec plusieurs voix. Les pays membres continuent de prendre des positions indépendantes sur quelques issues d'importances comme la guerre en Irak, les ADMs d'Iran, et le terrorisme. Donc il est difficile de traiter l'UE intrinsèquement. Donné le rôle central des Etats-Unis dans les issues du Moyen-orient et du Proche-orient, les positions divisées parmi les états européens de soutenir (la Grande-Bretagne et l'Espagne) ou de s'opposer (la France et l'Allemagne) à la politique américaine dans la région aggravent le problème. La France prenait des positions fortes pro-Palestinien et pro-arabe sur le conflit Israélo-palestinien depuis l'année 1967, montrant ses intérêts nationaux de s'aligner avec le monde arabe.⁶⁵ Cette position consistante annule sa capacité d'être un négociateur objectif sur le conflit Israélo-palestinien. Par contre, l'Allemagne et la Grande-Bretagne montrent une compréhension plus profonde des réponses israéliennes menacées par leur environnement.⁶⁶ De façon générale, le grand nombre de pays dans l'UE pose deux problèmes. Un est qu'il est plus difficile d'arriver à des décisions communes et de trouver une politique commune quand il y a un tel nombre d'états possédant des intérêts différents. L'autre problème est que l'UE après avoir pris une décision et déclaré une position ou une politique, les états peuvent agir d'une manière indépendante qui amoindrit l'efficacité de l'UE.

Chapitre 6, Intérêts courants des Etats-Unis

La politique des Etats-Unis vers le Proche-orient a bien changé depuis l'année 2000. Les Etats-Unis ne s'occupaient plus de la menace du communisme ni d'une course des armements avec les soviétiques. Ils visaient encore à promouvoir la démocratie, les marchés libres, et les droits de l'homme. Nous verrons qu'ils reconnaissent les deux cotés du conflit Israélo-palestinien. Leur politiques bouge plus vers le milieu, même s'il reste plus du côté Israélien.

6.1 Politique des Etats-Unis égale,

Les Etats-Unis ont démontré qu'ils avaient plus d'empathie pour les Palestiniens qu'autrefois. Après quelques attentats palestiniens et leurs représailles israéliennes en

⁶⁴ European Union Website, op.cit.

⁶⁵ Steinberg, op.cit.

⁶⁶ Ibid.

2000, le secrétaire d'état Madeleine Albright a donné l'opinion officielle des Etats-Unis. Ses points saillants, ou elle a critiqué les deux cotés, sont ci-dessous :

- Les israéliens ne sont pas les seules victimes aujourd'hui, un certain nombre de palestiniens ont aussi été tué par le FDI. Le cycle de violence doit s'arrêter.
- Les Israéliens et les Palestiniens doivent accepter que la violence, l'incitation, et la pression économique entre eux ne leur donneront aucune chance de résoudre leurs différences.
- Quelles que soient les différences existantes, les négociations les traiteront. Les actions unilatérales ne servent à rien. La solution unilatérale n'existe pas.
- Il est normal que chaque partie se sente agressée, et que chaque partie pense que l'autre a échoué dans l'accomplissement de ses promesses. Maintenant les deux cotés doivent mettre sur pied les œuvres pour réparer les dommages et reprendre l'entente.⁶⁷

6.2 Politique du président Bush

Le président Bush a dit plusieurs fois qu'il a compris le droit d'Israël de se défendre. A la même fois, il reconnaissait les désires palestiniens d'avoir un état. Avec les efforts des Etats-Unis, l'ONU a approuvé la résolution 1397 qui mentionne l'existence possible d'un état palestinien.⁶⁸ Ce fait montre un départ des Etats-Unis vers une solution et une politique bilatérale en ce qui concerne les deux cotés du conflit.

La politique du président Bush a apporté des espoirs au conflit. Lors de son discours du 24 Juin 2002 le président Bush déclenchait à nouvelle des efforts internationaux. Il a parlé fortement d'une solution de deux états, de l'aide pour les palestiniens, des demandes à l'Israël, des résolutions de l'ONU, et d'un avenir d'espoir. Cette parole a marqué la politique des Etats-Unis. Les concepts qu'il a déclarés se trouvent aussi dans le plan de sécurité nationale aux Etats-Unis. Finalement, cette parole a fait la fondation de la feuille de route. Suivant se trouve des extraits de sa parole.

(...) j'envisage deux états, vivent ensemble, cote à cote avec de la paix et de la sécurité. (...) La paix requiert une direction palestinienne nouvelle et différente, pour qu'un Etat palestinien puisse naître. J'appelle les Palestiniens à élire de nouveaux dirigeants, des dirigeants qui ne soient pas compromis dans le terrorisme. Je les appelle à bâtir une démocratie concrète, fondée sur la tolérance et sur la liberté. (...) Et, quand les Palestiniens auront de nouveaux dirigeants, de nouvelles institutions et des accords de sécurité avec leurs voisins, les Etats-Unis soutiendront la création d'un Etat palestinien, dont les frontières et certains aspects de la souveraineté seront provisoires jusqu'à ce que ces questions soient résolues dans un règlement final au Proche-Orient. (...) Les frontières définitives, la capitale et d'autres aspects de la souveraineté de cet état seront négociés entre les parties dans le cadre d'un règlement final. (...) ...je mets Israël au défi d'agir concrètement pour aider à l'émergence d'un état palestinien crédible et viable. A mesure que nous progresserons vers la sécurité, les forces israéliennes devront revenir

⁶⁷ Albright, M. Statement on the Situation in the Middle East, Washington, D.C, Nov. 22, 2000, US Department of State

⁶⁸ Boukhars, op.cit.

complètement a leurs positions antérieures au 28 septembre 2000. Et, en accord avec les recommandations de la commission Mitchell, l'activité d'implantation israélienne dans les territoires occupés doit cesser. (...) Au bout du compte, les Israéliens et les Palestiniens doivent discuter des sujets essentiels qui les séparent, pour que puisse naître une paix réelle, résolvant tous les différends (...) Cela veut dire que l'occupation israélienne, qui a commence en 1967, prendra fin par un règlement négocié entre les parties, fondé sur les résolutions 242 et 338 des Nations Unis, avec le retrait d'Israël sur les frontières sûres et reconnues. Nous devons aussi résoudre les questions concernant Jérusalem ; la souffrance et l'avenir des réfugiés palestiniens ; la paix entre Israël et le Liban, ainsi qu'entre Israël et une Syrie soutenant la paix et combattant le terrorisme. (...)⁶⁹

6.3 Elections Palestiniennes, les craintes des Etats-Unis

Avec les élections palestiniennes, si l'Hamass prend des sièges législatifs en nombre significatif, les capacités d'Abu Mazen de remplir ses devoirs de la feuille de route en ce qui concerne la prévention du terrorisme peuvent devenir contraignantes. En outre, si le Hamass réussit à trouver un pouvoir électoral légitime, il peut prendre un rôle plus important dans les décisions politiques de la Palestine. La situation deviendrait plus sérieuse. Est-ce que les israéliens peuvent négocier avec un gouvernement palestinien dans lequel le Hamass joue un rôle important? Est-ce que les Etats-Unis et l'UE peuvent fournir l'assistance aux villes ou conseils locaux dominés par un groupe qu'ils appelaient des terroristes? ⁷⁰

6.4 La politique des Etats-Unis 2005

La secrétaire d'état Rice a affirmé quelques points en mars 2005, après l'élection de Abbas. « []that President Abbas is following through on his mandate to take concrete steps on security and to restore law and order [].... We will help with the consolidation of security and the rebuilding of the Palestinian security forces. We will work with our friends in the international community and here in the region to revive the Palestinian economy and to assist Palestinian efforts to build and strengthen democratic institutions. And we will work hard to remind all parties – the Israelis, the Palestinians and the regional states – that they all have obligations to make certain that we can realize the vision of two states living side by side in peace. []

As you are aware, President Bush recently announced an increase in U.S. aid to the Palestinians of \$350 million this year, all aimed at achieving these goals.[]..the summit that is going to take place at Sharm el-Sheikh is an extremely important step forward and we are very pleased that the Egyptian government has taken the initiative to do this. []There should be no doubt about the commitment of the United States to this process at this point in time; no doubt about the commitment of the president; no doubt about my own personal commitment. []...Not everything has to involve the United States, but the United States has to be there when it is needed. We will be very active. We are going to be active with the parties on security. We're going to be active with the parties on

⁶⁹ Bush, George W., parole de 24 juin 2002, extrait, Le Monde, Paris, 25 juin 2002

⁷⁰ Indyk, M.S. and Wittes, T.C., "Seizing the Moment in Israeli-Palestinian Relations: How to Sustain the Cease-Fire and Revitalize the Road Map," Saban Center Middle East Memo #6, March 2, 2005

reconstruction and economics. We're going to be active with the parties on political development and democratization. And indeed, we will be active with the parties on getting back onto the Road Map, which is a reliable guide to the president's June 2002 speech for two states living side by side in peace...⁷¹

Conclusion

Positions contradictoires

Durant les années du conflit, les Etats-Unis et l'UE avaient de bonnes intentions avec leurs politiques au Proche-orient. Pourtant ils ont tous démontré des intérêts égoïstes, soit ouverts, soit cachés. Depuis l'effondrement de l'URSS, ni l'un ni l'autre n'agissait d'une manière désignée à empêcher le processus de paix ou à contribuer aux agressions d'un peuple ou d'un autre. Avec leurs aides données et un manque de vérification, les deux, peut-être sans le faire exprès, ont exacerbé les problèmes. C'est à dire, des rapports et des opinions montrent que des fonds et des armes des Etats-Unis étaient utilisés par Israël de façon non défensive ou dans les territoires occupés contrairement aux conditions imposées par les Etats-Unis. Pareillement, les fonds européens, de la même façon, étaient probablement utilisés pour soutenir l'OLP ou des groupes militants. Les Etats-Unis avaient une politique principalement pro-Israël. En revanche, l'UE avaient une politique principalement pro-arabes. Ils ont des différences fondamentales sur les concepts de 'soft power' et 'hard power.' Les deux doivent comprendre que chaque type de pouvoir a son temps et lieu pour être utilisé. Avec l'implication récente de plusieurs nations dans le Quartet et les organisations pour faire reformer la Palestine, ils se sont déjà rapprochés et ils ont déjà minimisé leurs différences. C'est obligatoire. Comment faire se rapprocher les deux cotés d'un des plus anciens et des plus amers conflits du monde alors que les grandes démocraties et puissances du monde se disputent sur des désaccords infiniment moins sérieux entre eux ?

Façons d'agir pour améliorer ou minimiser les désaccords

Coordination entre l'UE et les Etats-Unis

Il y a trois approches de l'interaction entre les Etats-Unis et l'UE, en tenant compte de leurs différences. Première approche: Les alliés décident ensemble qu'ils sont trop différents et ils ne peuvent pas marcher ensemble. Donc, ils trouvent l'accord d'agir sans coordination quand c'est nécessaire. Cette approche nuit à la nature de notre problème parce que les volets opposés des acteurs au Proche-orient requièrent un effort multilatéral. Deuxième approche: Ils refont un consensus sur les issues du Moyen-orient et agissent avec plus de multilatéralisme en utilisant le compromis et la coordination. Troisième approche: Ils ne font pas cas d'une politique multilatérale ou unilatérale des Etats-Unis. Ils prennent en compte leurs capacités individuelles, les issues et l'importance des différences Euro-américains sur ces issues. Puis, ils discutent quel mélange des actions unilatérales et des actions multilatérales est la meilleure façon d'atteindre leurs objectifs ensemble. Ainsi, c'est prévisible, par exemple que les Etats-

⁷¹ Rice, C. Remarks with Palestinian President Mahmoud Abbas After Their Meeting, The Mugata, Ramallah, 7 Feb 2005, US Department of State.

Unis peuvent jouer un rôle militairement unilatéral lorsque l'UE prend un rôle dirigeant sur des issues sociales et économiques. Dans un sens politique, ils montrent toujours un visage et discours politiquement multilatéral entre eux.⁷² La méthode d'action la plus efficace est une combinaison des deuxième et troisièmes approches. Cette combinaison nécessite un discours honnête, franc, et ouvert. Chacun doit comprendre ses points forts et ses faiblesses, ses vraies capacités, et ses intimes convictions.

Intervention Internationale

Afin de réaliser un règlement du conflit et à la fois rapprocher les Etats-Unis et l'UE, l'implication de plusieurs nations en dirigeant le processus est nécessaire. C'est improbable que les deux cotés puissent atteindre des accords eux-mêmes. L'intervention d'une troisième partie sera nécessaire. La communauté internationale doit être prête à remplir ce rôle ensemble en mettant une pression forte si elle est requise. Même si l'Israël et la Palestine peuvent trouver un chemin aux accords, il est certain qu'ils auront besoin de l'assistance internationale pour accomplir les démarches. Cette assistance peut demander la présence d'une force internationale pour contrôler les événements. L'implication des nations diverses porte la puissance économique et la puissance d'opinion.⁷³ Il est donc recommandé que « Les Etats-Unis forment une coalition internationale avec les pays européens et arabes qui partage ses vues, qui formuleraient et soutiendrait tous les éléments essentiels pour atteindre un accord final, juste, et global. Le processus ne serait pas limité aux seuls dirigeants israéliens et palestiniens, mais concernerait surtout l'opinion publique, le but étant d'obtenir un plus large soutien intérieur et international en faveur d'une solution de paix impliquant l'existence de deux Etats et de faire pression sur les dirigeants des deux parties. »⁷⁴ En formant les groupes d'acteurs internationaux, il faut avoir des moniteurs considérés d'être impartiaux comme le Japon, la Russie, et l'ONU. Ces groupes sont déjà en train d'être formés. La pression politique du Quartet étroitement coordonnée est impérative.⁷⁵ Ce qui a commencé, et doit continuer est l'implication des nations arabes. Les Etats-Unis et l'UE, dans leurs rôles dirigeants, devraient « solliciter d'Israël d'énoncer clairement le type de relations qu'elle veut en période de paix, en travaillant conjointement avec les Etats-Unis et l'UE afin que les trois puissent ensemble appuyer une proposition politique qui réponde aux attentes des deux parties. [] les nations arabes devraient s'accorder pour couper toute aide financière, matérielle et logistique aux groupes extrémistes palestiniens qui continuent à commettre des actes de violence contre Israël. Aussi longtemps que les états arabes resteront réticents à condamner l'usage du terrorisme, leurs intentions à long terme demeureront suspectes à de nombreux membres des milieux de sécurité en Israël et en Occident. »⁷⁶ Les Etats-Unis et l'UE doivent agir ensemble sans hésitation pour appuyer sur les Etats arabes non accommodants. Afin de faire cette pression, les Etats-Unis et l'UE doivent utiliser la combinaison des deuxième et troisième approches discutées tout à l'heure pour assurer une politique définitive et multilatérale entre eux comme celle-ci.

⁷² Boukhars, op.cit.

⁷³ Pundak, op.cit.

⁷⁴ Gelb, op.cit.

⁷⁵ Shikaki, Khalil, "The Future of Palestine," *Foreign Affairs*, Volume 83, No. 6, November/December 2004, p.59.

⁷⁶ Ibid, p.63.

En plus, quand ils font « Il faudrait établir un groupe de contact dirigé par les Etats-Unis qui inclue des membres du groupe de Charmé al Cheikh (UE, Egypte, Jordanie, Russie, et ONU) en plus de l'Arabie saoudite en signe de reconnaissance pour son rôle récent. Le fait que les Etats-Unis dirigent le groupe est une condition sine qua non pour obtenir l'accord d'Israël ; d'autre part, l'accroissement de l'implication internationale peut être décisive pour rassurer les palestiniens »⁷⁷ Donc, les groupes internationaux, soigneusement désignés, rassurent chaque côté du conflit. A la fois, ces groupes multilatéraux ont l'avantage d'amoindrir l'importance des désaccords entre les membres en leur donnant un but mondial.

Une autre idée qui apporte la paix, est le développement économique. « Les Etats-Unis et le monde occidental n'ont jamais complètement employé cette ressource qui contribue à la recherche de la paix : le développement économique qui crée des opportunités de commerce, d'investissement, et de travail. »⁷⁸ Bien que le développement de la Palestine fasse partie de la feuille de route, ces idées ici parlent de quelque chose de plus grand. L'idée est d'utiliser les entreprises privées, plus accoutumées à prendre des risques que des diplomates. Avec une coordination multilatérale entre les Etats-Unis et l'UE pour assister de grands projets internationaux partout, le Moyen-Orient rapproche tout le monde. Le concept dit que les politiques suivent le commerce parce que le commerce fournit des biens qui franchissent toute frontière idéologique, ethnique, ou nationaliste. Le concept affirme qu'une promesse d'une meilleure qualité de vie est un remède contre l'attrait du terrorisme et des conflits.⁷⁹ Ce concept s'accorde avec les idées européennes de faire progresser lentement des changements intraétatiques et aussi avec les idées américaines de faire progresser les marchés libres.

Finalement, les Etats-Unis et l'UE doivent faire leurs devoirs afin de complètement comprendre la situation qu'ils essaient de résoudre. S'ils pensent trop aux grandes démarches internationales et multilatérales, leurs efforts peuvent empêcher le processus. Les efforts internationaux tenus en compte, Amir Isseroff croit qu'il faut respecter les volontés contraires et profondément enracinées des deux peuples. En ce qui concerne l'état final recherché, les négociations productives auront lieu hors du regard et hors de la lumière internationale politique. Les décisions opérationnelles qui portent sur les frontières, de l'eau, et autres points discutables peuvent être atteintes lors de négociations à voix basse. Donc, chaque partie [Israël et Palestine] peut agir d'une manière quasiment unilatérale qui marche vers les buts. Sharon peut dire qu'il n'a jamais négocié avec des terroristes, et Abbas peut dire qu'il n'a jamais lâché la lutte contre l'ennemi sioniste. Chacun peut dire qu'il n'a jamais abandonné la lutte, et la paix suit lentement et sans faire de bruit.⁸⁰

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Abboud, A.R and Minow, N.N., "Advancing Peace in the Middle East: The Economic Path Out of Conflict", *Foreign Affairs*, Vol. 81, No. 5, August/September 2002, p 14.

⁷⁹ Ibid.

⁸⁰ Isseroff, Amir, "Palestinian Elections: How Peace Could Happen Nonetheless," *MidEastWeb*, 10 January 2005, <http://www.mideastweb.org/log/archives/00000324.htm>

Point faibles, et vue sur l'avenir

L'impasse Israélo-palestinien

Les points faibles qui pèsent sur l'avenir du conflit ne viennent pas de la communauté internationale mais des acteurs du conflit eux-mêmes. Les Etats-Unis et l'UE devraient forcément rappeler aux deux parties que ni les Etats-Unis, ni l'UE ne reconnaîtront une action faite d'une façon unilatérale afin d'influencer par avance les issues polémiques non encore résolues. Les Etats-Unis et l'UE devraient marquer les lignes contraignantes qui apportent une solution finale juste.⁸¹ Ce concept n'est pas entièrement contre les idées de M. Isseroff. Ce qu'ils doivent empêcher est tout mouvement unilatéral qui ne fait pas avancer pas le processus. C'est bien possible d'avoir des mouvements avec l'apparence unilatérale qui avance le processus mais n'attend pas les actions de l'autre partie.

En voulant voir le succès d'Abbas et Sharon, la communauté internationale peut fermer les yeux sur de plus petits mouvements secondaires fait par les deux parties. Ces mouvements unilatéraux, petits et secondaires peuvent empêcher la solution finale. Donc bien qu'il y ait des actions unilatérales, la communauté internationale doit les contrôler étroitement.⁸²

Le deuxième point faible est l'impasse historique. Nous avons vu tout à l'heure que la solution idéale pour chacun est impossible à atteindre si l'autre partie ne bouge pas.. S'ils ne fléchissent pas, rien ne peut arriver. Les groupes internationaux doivent prendre en compte cette histoire, et se garder contre les dépenses d'argent, de vies, et de temps sans résultat. Selon Amir Isseroff, le Jordan Times a décrit la situation. Ce que les israéliens et les palestiniens ont en commun c'est qu'ils ne ressentent aucune urgence pour résoudre le conflit. Les Israéliens veulent prendre du temps pour coloniser la Cisjordanie. Israël évite toute négociation qui discute des issues de statut final (comme ceux de Jérusalem et les réfugiés) alors que le risque d'une solution non favorable existe. L'autorité palestinienne doit penser qu'un accord qui plait aux Israéliens et aux Américains peut mettre en jeu son pouvoir. Donc, la situation idéale pour les deux parties est un processus de paix qui est plutôt un processus et n'apporte pas de paix : un processus qui promet beaucoup, qui prend du temps, mais qui ne remplit pas ses promesses. Tout au long, ils dépensent l'argent des Etats-Unis et l'UE. Ils peuvent prendre du temps, et faire l'autorité sans responsabilité. Donc, l'alternative qui convient aux deux parties est le status quo, accompagné par des négociations.⁸³

Ce dernier point est à la fois un peu pessimiste et un peu réaliste. Avec les mesures discutées, les Etats-Unis et l'UE, et leurs groupes multilatérales et internationales, ont les moyens de diriger le processus à la solution de la paix durable entre deux états. Ces faiblesses ne sont pas sans importance. Avec une pression subtile, des efforts coordonnés, les opinions changeront, le processus avancera, et la paix sera visible.

⁸¹ Gelb, L.H (col) "Disengagement and After : Where next for Sharon and the Likud ?" International Crisis Group Middle East Report No. 36, 1 March 2005.

⁸² Ibid.

⁸³ Isseroff, Amir, "Israel and Palestinians: Some Good News for a Change," MidEastWeb, 21 January 2005, <http://www.mideastweb.org/log/archives/00000325.htm>

Bibliographie

Ouvrages

Encel, F. and Thual, F. Geopolitique d'Israel Dictionnaire pour sortir des fantasmes. Seuil, 2004.

Dershowitz, Alan. Le Droit d'Israel Pour Une Defense Equitable, Editions Eska.

Rapports

Djeredjian, E., "Regional Dynamics in the Middle East and the Quest for Arab-Israel Peace-Considerations for U.S. Policy", Point de presse au Centre de presse internationale, Washington D.C., Federal News Center Service, 12 Avril 2001, extrait, Problemes Politiques et Sociaux No. 879.

Gelb, L.H (col) "Disengagement and After : Where next for Sharon and the Likud ?" International Crisis Group Middle East Report No. 36, 1 March 2005.

Gelb, LH (col) "A Time to Lead: The International Community and the Israel-Palestinian Conflict", Amman/Bruxelles, International Crisis Group, Report No. 1, 10 April 2002, pp.24-26, extrait, Problemes Politiques et Sociaux No. 879, La Deuxieme Intifada

Richman, S., "Ancient History: U.S. Conduct in the Middle East Since World War II and the Folly of Intervention," Cato Policy Analysis No. 159, Cato Institute, 16 August 1991.

Steinberg, G. M., "Learning the Lessons of the European Union's Failed Middle East Policies," Jerusalem Viewpoints, No, 510 Tevet 5764/ 1 January 2004, www.mailman.io.com/pipermail/freemanlist/2004-January/001522.html

Articles:

Abboud, A.R and Minow, N.N., "Advancing Peace in the Middle East: The Economic Path Out of Conflict", Foreign Affairs, Vol. 81, No. 5, August/September 2002, pp. 14-16.

Boukhars, A. and Yetiv, S. A., "The Euro-American Chasm Over the Middle East," European Security, Volume 12, Spring 2003, Number 1, pp 72-79

Indyk, M.S. and Wittes, T.C., "Seizing the Moment in Israeli-Palestinian Relations: How to Sustain the Cease-Fire and Revitalize the Road Map," Saban Center Middle East Memo #6, March 2, 2005.

Kassis, N., "International Torpor Can Only Prolong Conflict," Palestine-Israel Journal, Vol. 11, No. 2, 2004, The International Community and the Conflict.

Pundak, R., "All Aboard: The International Community and the Track to Peace," *Palestine-Israel Journal*, Vol. 11, No. 2, 2004, The International Community and the Conflict.

Shikaki, Khalil, "The Future of Palestine," *Foreign Affairs*, Volume 83, No. 6, November/December 2004, pp. 45-60.

Vaisse, J., "Fateful Triangle: The United States, Europe and the Middle East," *The New Europe Review*, February 1, 2005.

Documents gouvernementaux

De Villepin, Xavier, « Le Conflit Israélo-Palestinien: Son Histoire et Ses Perspectives », *Senat*, le 19 Novembre 2003

Albright, M. Statement on the Situation in the Middle East, Washington, D.C, Nov. 22, 2000, US Department of State.

Mark, Clyde, "Palestinians and Middle East Peace: Issues for the United States," *The United States Congressional Research Service (CRS), Issue Brief for Congress*, 10 October 2003.

Rice, C. Remarks with Palestinian President Mahmoud Abbas After Their Meeting, The Mugata, Ramallah, 7 Feb 2005, US Department of State.

Journeaux

Bush, George W., parole de 24 juin 2002, extrait, *Le Monde*, Paris, 25 juin 2002.

Ressources sur internet

Bickerton, J. Ph.D., and Klausner, C.L. Ph.D. *A Concise History of the Arab-Israeli Conflict*, 4th edition. Excerpts from Israeli-Palestinian Pro/Con <http://www.israelipalestinianprocon.org>, 20 March 2005.

Coveney, Simon, "Israel-Palestine conflict", February 23, 2005, www.simoncoveney.ie

Hourani, Albert *A History of the Arab Peoples*, extraits vu sur Israeli-Palestinian Pro/Con <http://www.israelipalestinianprocon.org>, 20 March 2005.

Isseroff, Amir, "Israel and Palestinians: Some Good News for a Change," *MidEastWeb*, 21 January 2005, <http://www.mideastweb.org/log/archives/00000325.htm>

Isseroff, Amir, "Palestinian Elections: How Peace Could Happen Nonetheless," *MidEastWeb*, 10 January 2005, <http://www.mideastweb.org/log/archives/00000324.htm>

Isseroff, Amir, "A Brief History of Israel and Palestine and the Conflict," MidEastWeb, viewed 1 March 2005, <http://www.mideastweb.org/briefhistory.htm>

Morris, Benny. Extrait de Righteous Victims, vu sur Israeli-Palestinian Pro/Con <http://www.israelipalestinianprocon.org>, 20 March 2005

Sachar, H. M, PhD. Excerpts from A History of Israel, 1976, viewed on Israeli-Palestinian Pro/Con <http://www.israelipalestinianprocon.org>, 20 March 2005

European Union Website, "The EU and the Middle East Peace Process, History/Background" http://www.europa.eu.int/comm/external_relations/mepp vu 15 jan 2005

Library of Congress, «Library of Congress Country Studies: Israel : Relations with Western Europe », <http://www.locweb2.loc.gov/frd/cs/iltoc.html>, vu 15 March 2005.

Newsbatch (col), "Summary of Israel-Palestine Conflict," February, 2005, <http://www.newsbatch.com/israel2.htm>

MidEastWeb, "Timeline of Palestinian Israeli History and the Israelo-Arab Conflict," vu 20 janvier 2005, <http://www.mideastweb.org/timeline.htm>

MidEastWeb, "Final Status and Peace Plans for Isreal and Palestine", vu 15 mars 2005, <http://www.mideastweb.org/peaceplans.htm>

TABLE DE MATIERES

Introduction.....	1
Première Partie	
Chapitre 1, Histoire Brève.....	3
Chapitre 2, Histoire des positions de l'Europe et l'Union européenne sur le conflit.....	8
Chapitre 3, Histoire des positions des Etats-Unis sur le conflit.....	13
Deuxième Partie	
Chapitre 4, Le Quartet et La feuille de route.....	19
Chapitre 5, Intérêts courants de l'UE.....	20
Chapitre 6, Intérêts courants des Etats-Unis.....	23
Conclusion.....	26